

pour le moment ; mais il y a une autre question à laquelle je réfère avec beaucoup de satisfaction.

On a dit, lorsque la politique a été proposée, qu'elle serait moins favorable à la Grande-Bretagne qu'aux Etats-Unis, et que, par conséquent, ce n'était pas une sage politique. Il y a de cela douze mois, et quel changement prodigieux s'est opéré dans cet intervalle, pendant lequel ces messieurs s'imaginaient que le tarif opérerait contre l'Angleterre et en faveur des Etats-Unis ! A présent que le résultat s'est trouvé être favorable à l'Angleterre et défavorable aux Etats-Unis, leur ton a changé. J'ai établi le fait, qui n'a pas été contredit, que les droits sur l'ensemble des objets importés de la Grande-Bretagne ne s'étaient accrus que d'un pour cent, tandis qu'ils s'étaient accrus de trois pour cent sur ceux importés des Etats-Unis.

Avant de terminer mes remarques, je dirai un mot de la prétendue hostilité contre la politique nationale qu'on a voulu faire voir chez le public. On a dit que nous avons une preuve de l'existence de cette hostilité dans le résultat des élections qui ont eu lieu. Y a-t-il eu dans une seule élection pour cette Chambre quelque signe d'un changement dans l'opinion, sur ce point, depuis le 17 septembre 1878 ? On a dit et redit que les élections d'Ontario prouvaient que la politique nationale avait perdu son prestige aux yeux du peuple de cette province.

PLUSIEURS VOIX : Et c'était vrai.

SIR SAMUEL L. TILLEY : Eh ! bien, monsieur l'Orateur, je ne suis pas un résident d'Ontario. J'ai eu l'occasion de visiter cette province.

UNE VOIX : Ce fut une agréable visite.

SIR SAMUEL L. TILLEY : Oui, ce fut une visite agréable. Mais il était impossible à quiconque visitait Ontario, avant ces élections, d'en venir à une autre conclusion que la politique nationale était de toutes les politiques la plus populaire. Quels sont les faits ? A venir jusqu'à deux jours avant les élections, l'organe en chef du parti, les chefs même protestaient contre l'idée qu'on leur attribuait de faire la lutte sur le terrain de la politique nationale.

M. MACKENZIE : Pourquoi l'avez-vous fait, alors ?

SIR SAMUEL L. TILLEY : Pourquoi nous l'avons fait ? Parce que nos amis virent que ceux de monsieur Mowat auraient la majorité s'ils n'étaient pas divisés par la politique nationale. Les amis de monsieur Mowat disaient : " Nous avons été défaits dans Ontario, aux élections fédérales. Abandonnons ce terrain entièrement, et restons dans les anciennes limites des partis ; c'est ainsi que nous réussirons ; sinon, nous serons battus."

M. MACKENZIE : Et que faites-vous ?

SIR SAMUEL L. TILLEY : Les libéraux-conservateurs savaient que la politique nationale était populaire, et, comme ils se trouvaient dans l'opposition, il était naturel qu'il essayassent, pour cette raison, d'en faire leur programme et de fournir à nos amis un moyen de succès.

M. MACKENZIE ; Autant qu'il était en votre pouvoir d'en faire votre programme, vous l'avez fait.

SIR SAMUEL L. TILLEY : Mais les libéraux n'en voulaient pas ; et c'est pourquoi les élections d'Ontario ne constituent aucunement la preuve de l'impopularité de la politique nationale. Voyons un peu ce qui en est. On a donné un autre fait comme preuve de la popularité de la politique nationale dans le pays. Le peuple, en Angleterre, s'est prononcé contre la politique étrangère du gouvernement Beaconsfield, et l'on représente ce fait comme une preuve de l'impopularité du tarif parce que, ainsi que l'a dit l'honorable député de Durham-Ouest, c'est le signe de temps meilleurs qui approche. Comment ? Parce que le parti libéral, en Angleterre, a réussi à obtenir une majorité contre la politique étrangère de lord Beaconsfield, c'est un signe de temps meilleurs ? On a dit que l'opposition se réjouissait beaucoup. " Et pourquoi," fut-il demandé ? " Parce qu'il paraît que des arrangements ont eu lieu entre le chef actuel de notre gouvernement et lord Beaconsfield au sujet de l'établissement et du développement du Nord-Ouest ; et les membres de l'opposition disent que tout cela est fini maintenant."

A présent, monsieur l'Orateur, on serait porté à croire qu'un changement qui devrait nous priver de la prétendue assistance que nous attendions dût être un sujet de regret et non de réjouissance.